

**RAPPORT DE L'ETUDE
POUR LA REVUE DE LA MISE EN ŒUVRE
DU PROJET DE CONSTRUCTION D'ECOLES
PRIMAIRES
EN
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

Novembre 2007

**Agence japonaise de coopération internationale
FUKUWATARI & ARCHITECTURAL CONSULTANTS LTD.**

AVANT- PROPOS

En réponse à la requête du Gouvernement de la République Centrafricaine, le Gouvernement du Japon a décidé d'exécuter par l'entremise de l'agence japonaise de coopération internationale (JICA) une étude pour la revue de la mise en œuvre du projet de construction d'écoles primaires en République Centrafricaine.

Du 9 février au 7 mars 2007, la JICA a envoyé en République Centrafricaine, une mission.

Après un échange de vues avec les autorités concernées du Gouvernement, la mission a effectué des études sur les sites du projet. Au retour de la mission au Japon, l'étude a été approfondie et un projet du rapport sommaire des résultats de l'étude a été préparé. Afin de présenter et discuter le contenu dudit projet du rapport, une autre mission a été envoyée en République Centrafricaine du 22 août au 1^{er} septembre 2007. Par la suite, le rapport ci-joint a été complété.

Je suis heureux de remettre ce rapport et je souhaite qu'il contribue à la promotion du projet et au renforcement des relations amicales entre nos deux pays.

En terminant, je tiens à exprimer mes remerciements sincères aux autorités concernées du Gouvernement de la République Centrafricaine pour leur coopération avec les membres de la mission.

Novembre 2007

Yoshihisa UEDA
Vice-président
Agence japonaise de coopération internationale

Novembre 2007

LETTRE DE PRESENTATION

Nous avons le plaisir de vous soumettre le rapport final de l'étude pour la revue de la mise en œuvre du projet de construction d'écoles primaires en République Centrafricaine.

Cette étude a été réalisée par Fukuwatari & Architectural Consultants Ltd., du février au novembre 2007 (10 mois), sur la base du contrat signé avec votre agence. Lors de cette étude nous avons tenu pleinement de la situation actuelle en Centrafrique, pour étudier la pertinence du projet susmentionné et établir le concept de projet le mieux adapté au cadre de la coopération financière sous forme de don du Japon.

En espérant que ce rapport vous sera utile pour la promotion de ce projet, je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de mes sentiments respectueux.

Isao FUKUWATARI

Chef des ingénieurs-conseils,

Equipe de l'étude pour la revue de la mise en œuvre
du projet de construction d'écoles primaires

en République Centrafricaine

Fukuwatari & Architectural Consultants Ltd.

RESUME

RESUME

1 Aperçu du pays

(1) Territoire et nature

La République Centrafricaine (ci-après désigné "le Centrafrique") est un pays sans débouché sur la mer situé au centre du continent africain ; sa superficie est de 623 000 km² et environ 1,7 fois supérieure à celle du Japon. C'est un pays multiethnique peuplé d'environ 4 millions d'habitants. Les principales ethnies sont les Banda, Sango, Gbaya, Zandé, Sara, Pygmée, etc. La langue officielle est le français et le sango. Du point de vue climatique, le pays est divisé en trois zones différentes ; une zone de climat sec de type sahel-soudanien dans le nord, une zone de climat de type savane au centre du pays et une zone de forêt tropicale humide dans le sud. La plupart de son territoire est sur le plateau de près de 500 m d'altitude dont la moitié du nord fait partie du bassin du Tchad et l'autre constitue le bassin du Congo au sud. De l'est à l'ouest s'étendent les zones montagneuses d'environ 1 000 m de hauteur.

La ville de Bangui, zone cible du Projet est située à l'extrémité de forêts tropicales du sud-ouest du pays et au bord de la rivière Oubangui qui sépare le pays de la République Démocratique du Congo (RDC). Pendant la saison des pluies de mai à novembre, il pleut intensément 1 à 2 heures presque tous les jours et la température monte jusqu'à environ 35 C° pendant la journée. Durant la saison sèche de décembre à avril, il n'y a presque aucune pluie aux mois de janvier et février. Toute la ville est couverte par la poussière par l'effet de harmattan en provenance du Sahara. La température dépasse 35 C° pendant la journée et demeure à près de 30 C° même la nuit.

(2) Economie du pays

Le revenu national brut (RNB) par tête du Centrafrique est de 350 dollars américains en 2005 (Banque Mondiale). Les principales industries sont l'agriculture (coton, café et tabac), l'industrie forestière (bois), l'industrie minière (diamant, or), la transformation de produits alimentaires et la transformation de bois, etc. La part de chacune des industries sur le produit intérieur brut (PIB) est comme suit ; le secteur primaire: 53,9%, le secteur secondaire : 21,4% et le secteur tertiaire : 24,8% (Banque Mondiale). En 2005, le montant total du commerce extérieur est de 115 millions de dollars pour l'exportation et de 222 millions de dollars pour l'importation (Economic Intelligence Unit). Pour ce qui est de principaux produits de commerce, le bois, le coton, le diamant et le café sont les produits d'exportation et les biens d'équipement et le combustible à importer. Le taux de croissance économique est de 2,2 % en 2005 (Banque Mondiale).

Le Centrafrique étant un pays intérieur et enclavé, le commerce se fait en passant par les pays voisins, ce qui entraîne inévitablement l'augmentation du coût de transport. S'ajoutant à ce désavantage économique, le pays subit les circonstances de troubles politiques récurrents. Suite au coup d'Etat en mars 2003, le gouvernement intérimaire a été formé et en 2005 le gouvernement démocratique est né après 2 ans de la période de transition. Toutefois, la situation instable que connaît le pays depuis 1996 a fait reculer sensiblement les activités économiques de l'intérieur du pays et a fait diminuer les recettes financières. .

2 Arrière-plan, historique et description sommaire du projet de la requête

(1) Situation actuelle et problèmes du secteur de l'éducation

Le taux moyen de l'augmentation démographique est de 2,5% de 1988 à 2003 en Centrafrique. En 15 ans, le nombre d'élèves à l'âge scolarisable pour l'enseignement fondamental a augmenté de 446 000 à 646 000 et il est prévisible d'atteindre 904 000 élèves en 2028 d'une part et d'autre part il est estimé que près de la moitié d'entre eux ne seront pas scolarisés. En outre, alors que le taux net de scolarisation et le taux brut de scolarisation sont de 47,8% et 73,5% respectivement en 1988, ils sont en baisse au niveau de 43,1% et 73,6% en 1995, voire 40,7% et 68,7% en 2003 respectivement. Malgré une légère augmentation observée en zone urbaine depuis 1995 (60,6% et 101,2% en 1995 étant passés aux 64,3% et 106,5% en 2003), ces taux présentent la situation actuelle qui est loin d'atteindre les objectifs de l'éducation pour tous à l'horizon 2015.

Dans les écoles faisant l'objet du présent Projet se trouvant à la ville de Bangui et à la préfecture d'Ombella-Mpoko avoisinée à la capitale, la plupart des salles de classe existantes sont les salles construites dans les années 50, époque coloniale et celles construites par la Banque Africaine de Développement (BAD). Elles présentent l'état remarquablement vétuste et beaucoup d'élèves y reçoivent l'éducation dans le danger et les mauvaises conditions. En outre, le nombre de salles de classe existantes et utilisables est de 121 contre 370, nombre de salles nécessaires pour couvrir le nombre d'élèves actuel. Ainsi les salles existantes ne satisfont qu'environ 30% de salles nécessaires. Désormais il est prévu que le nombre de salles nécessaires sera davantage augmenté pour faire face à la croissance du nombre d'élèves à l'âge scolarisable et pour améliorer le taux de scolarisation.

(2) Objectifs globaux et buts du Projet

La République Centrafricaine a établi le « Document Cadre de Politique Economique et Sociale (DCPES) » (août 2006), plan national à moyen terme basé sur le « Programme de Politique Générale du Gouvernement » (août 2005) et dans lequel il vise « l'amélioration de l'accès à l'enseignement de base de qualité » comme un des sujets prioritaires à traiter dans l'amélioration de l'accès aux services sociaux et la reconstruction des infrastructures de base. Le gouvernement planifie la construction de 100 salles de classe ainsi que la réhabilitation de 300 salles de classe dans le domaine de l'éducation de base sur la période de 2006 à 2008. De plus, le « Plan National d'Action de l'Education Pour Tous (PNA-EPT) » (2004 à 2015) établi pour la réforme et la redynamisation du système éducatif du Centrafrique a pour objectifs i) l'amélioration de la qualité, ii) l'efficacité, iii) l'amélioration de l'accessibilité et iv) l'équité dans l'éducation. Afin d'atteindre ces objectifs, le présent Projet vise à améliorer l'environnement d'étude des élèves et le taux de scolarisation par la construction des infrastructures résistantes de l'enseignement primaire et l'aménagement de mobilier scolaire et d'équipements éducatifs ainsi que la mise en œuvre de la Composante Soft visant la vulgarisation des activités de nettoyage dans la ville de Bangui ainsi que dans la préfecture d'Ombella-Mpoko qui subissent le surpeuplement particulièrement élevé en République Centrafricaine.

(3) Contenu de la requête

La République Centrafricaine a élaboré le « Projet de construction d'écoles primaires » ayant pour objectif l'aménagement de l'environnement d'étude des élèves dans la capitale Bangui ainsi que la préfecture d'Ombella-Mpoko avoisinant la capitale. La requête pour la coopération financière non remboursable a été remise au Gouvernement du Japon pour demander le fonds pour la construction des infrastructures et la fourniture des équipements relatifs nécessaires à l'exécution dudit projet. L'étude de ce projet a été réalisée dans le cadre de projets de l'année budgétaire 2001 et l'Echange de Notes et d'autres documents y afférent ont été signés en mars 2002 après la décision prise par le conseil de cabinet au Japon et de suite la soumission pour la sélection d'entrepreneur a été effectuée. Toutefois, le projet a été suspendu sous l'influence de troubles politiques et le Gouvernement Centrafricain a demandé de nouveau la mise en œuvre du présent Projet (reprise) en avril 2006 sur la base du contenu équivalent déterminé lors de l'étude du concept de base et de la conception détaillée ayant effectué à l'époque

Contenu de la requête

	Requête initiale (novembre 1997)	Requête pour la reprise (avril 2006)
i) Infrastructures		
Ecole primaire dans la ville de Bangui	9 écoles Construction de 18 salles Réhabilitation de 78 salles	10 écoles Construction de 97 salles
Ecole primaire dans la préfecture d'Ombella-Mpoko	12 écoles Construction de 42 salles Réhabilitation de 12 salles	1 école Construction de 12 salles
Salles annexes	Salles pour enseignants, Bureau d'administration, Hall polyvalent	35 salles pour enseignants 35 magasins
Blocs de latrines séparés pour garçon et fille	-	20 blocs
Clôture extérieure	-	8 écoles, 3,8 km de long au total
Mobilier scolaire	Table-banc d'élèves et bureau et chaise pour enseignants, armoire, tableau noir, estrade	Table-banc d'élèves et bureau et chaise pour enseignants et directeurs d'école, armoire, tableau noir, estrade
ii) Matériels et équipements pédagogiques	Valise pédagogique pour l'enseignement de base, Jeux pour éducation, Matériels de sports	Valise pédagogiques pour enseignement de base, Matériels pour l'entretien et la gestion
iii) Composante Soft	-	Orientation pour le renforcement du système de la gestion, l'entretien et la maintenance des infrastructures.

3 Description de résultats de l'étude et contenu du Projet

Suite à ladite demande par le Gouvernement Centrafricain, le Gouvernement du Japon a décidé de mener la présente étude pour la revue de la mise en œuvre du Projet et a envoyé en Centrafrique une mission d'étude pour la période du 9 février au 7 mars 2007 par l'entremise de l'Agence japonaise de coopération internationale (ci-après désignée "la JICA"). A l'issue des études et analyses au Japon, l'explication sommaire du présent Projet a été donnée par la mission d'étude pour la période du 4 au 22

juillet 2007, par la suite la mission d'étude a été envoyée de nouveau en Centrafrique pour la période du 22 août au 1er septembre 2007 pour la présentation du projet du rapport sommaire des résultats de la présente étude. La mission a mené une étude sur les changements de situations telles que les circonstances locales de la construction, l'environnement éducatif, etc. en comparaison avec ceux avant l'interruption du Projet. Elle a eu une série des discussions portant sur le contenu du Projet pour clarifier de nouveau sa nécessité et sa pertinence avec les autorités compétentes telles que le Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (MENAESR) et le Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale (MEPCI).

Description sommaire du concept de base

	Contenu de la requête pour la reprise	Composants faisant l'objet du présent Projet
i) Infrastructures		
Ecole primaire dans la ville de Bangui	10 écoles Construction de 97 salles	9 écoles Construction de 85 salles
Ecole primaire dans la préfecture d'Ombella-Mpoko	1 école Construction de 12 salles	2 écoles Construction de 24 salles
Salles annexes	35 salles pour enseignants 35 magasins	35 salles pour enseignants 21 magasins
Blocs de latrines séparés pour garçon et fille	20 blocs	1 bloc pour toutes les 6 nouvelles salles (21 blocs)
Clôture extérieure	8 écoles, 3,8 km de long au total	Aménager une clôture aux écoles n'ayant pas de clôture (8 écoles, 3,8 km de long au total)
Installation d'électricité	Aménager aux écoles ayant l'électricité à côté de leur terrain.	Aménager à de nouvelles salles pour enseignant ou une salle d'à côté.
Installation d'eau	Aménager aux écoles ayant la conduite d'eau à côté de leur terrain.	Aménager le robinet aux écoles n'ayant pas de robinet
Mobilier scolaire	Table-banc d'élèves et bureau et chaise pour enseignants et directeurs d'école, armoire, tableau noir, estrade	Table-banc d'élèves et bureau et chaise pour enseignants et directeurs d'école, armoire, tableau noir, estrade
ii) Matériels et équipements pédagogiques	Valise pédagogique pour l'enseignement de base Matériels pour l'entretien et la gestion	Exclus du projet
iii) Composante Soft	Orientation pour le renforcement du système de la gestion et l'entretien des infrastructures	Présentation de la méthode de l'amélioration de la conscience hygiénique, la vulgarisation de nettoyage quotidien et la construction des latrines

4 Délai des travaux et coût approximatif du Projet

Pour exécuter le présent Projet par la coopération financière non remboursable du Japon, le coût approximatif s'élève à un montant total d'environ 1,139 milliards de yens (1,126 milliards de yens pour la partie japonaise et 13,24 millions de yens pour la partie centrafricaine). Par ailleurs, le délai des travaux nécessaire est 26 mois incluant le délai pour la soumission et celui de la construction des infrastructures (4 mois pour les services de la soumission, 22 mois pour les travaux de construction).

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS

LETTRE DE PRESENTATION

RESUME

TABLE DES MATIERES

CARTE DE LA LOCALISATION DE ZONES CIBLES / PROSPECTIVE / PHOTOS

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES / LISTE DES ACRONYMES

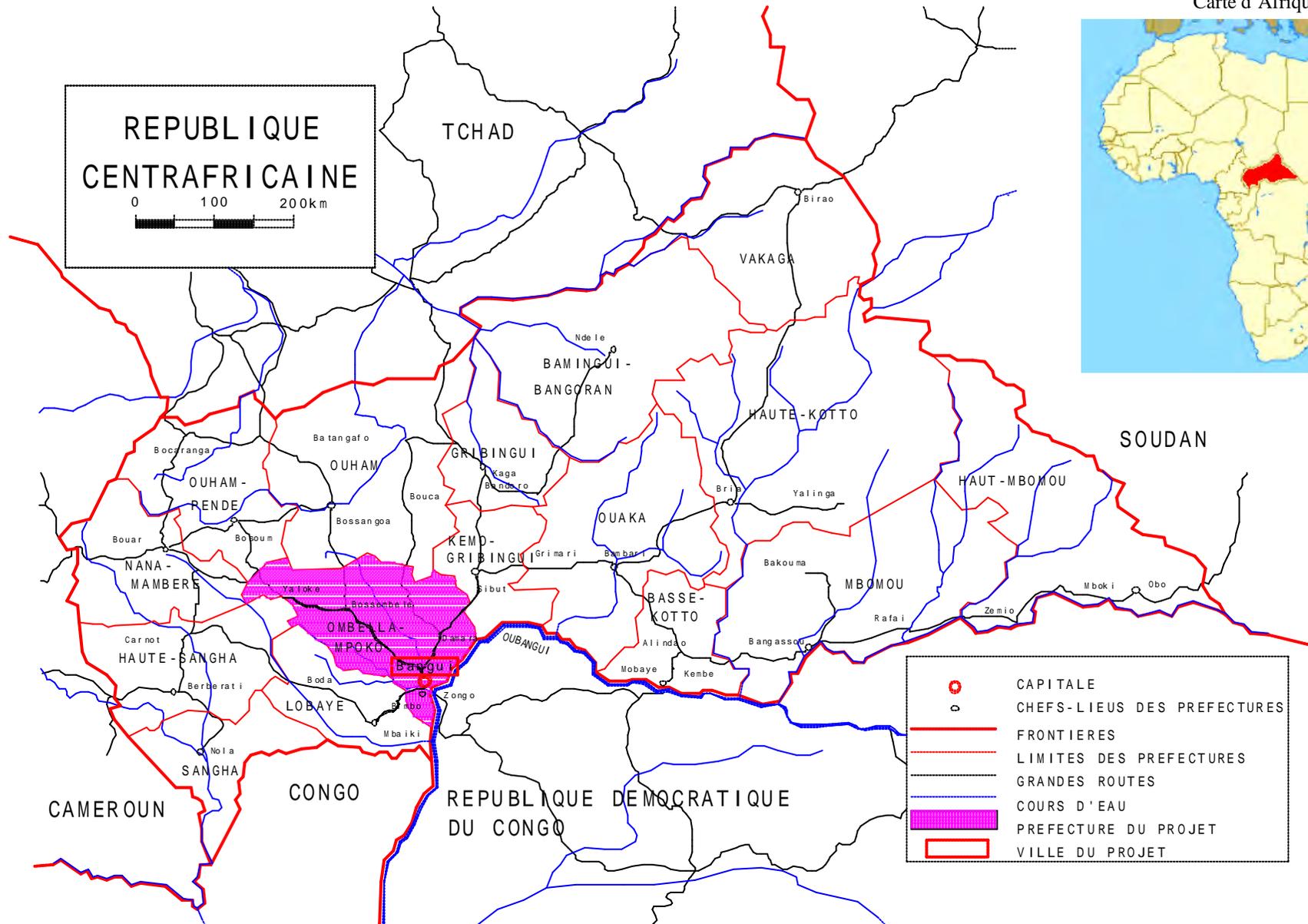
CHAPITRE 1	ARRIERE-PLAN ET HISTORIQUE DU PROJET	1
1-1	Arrière-plan, historique et description sommaire de la requête de la coopération financière non remboursable	1
1-2	Conditions naturelles	2
1-3	Considération environnementale et sociale	2
CHAPITRE 2	CONTENU DU PROJET	4
2-1	Description sommaire du Projet.....	4
2-1-1	Objectifs globaux et buts du Projet	4
2-1-2	Description sommaire du Projet	4
2-2	Concept de base du Projet faisant l'objet de la coopération	5
2-2-1	Principes de conception.....	5
2-2-1-1	Principes de base	5
2-2-1-2	Principes de base à l'égard des conditions naturelles et environnementales	18
2-2-1-3	Principes de base à l'égard des conditions socio-économiques	18
2-2-1-4	Principes de base à l'égard des situations du secteur de la construction.....	18
2-2-1-5	Principes de base à l'égard de l'utilisation des entrepreneurs locaux.....	18
2-2-1-6	Principes de base à l'égard de la gestion, de l'entretien et la maintenance.....	19
2-2-1-7	Principes de base à l'égard de la détermination de la qualité des infrastructures et équipements, etc.	20
2-2-1-8	Principes de base à l'égard de la méthode de construction, d'approvisionnement et au planning d'exécution des travaux	20
2-2-2	Plan de base (Plan des infrastructures).....	22
2-2-3	Plan de concept de base.....	32
2-2-4	Plan d'exécution / Plan d'approvisionnement.....	62
2-2-4-1	Principes d'exécution des travaux / Principes d'approvisionnement.....	62
2-2-4-2	Points à retenir lors d'exécution des travaux et d'approvisionnement.....	63
2-2-4-3	Répartition des travaux / Répartition d'approvisionnement et d'installations.....	64
2-2-4-4	Plan de la supervision des travaux / Plan de la gestion d'approvisionnement	65
2-2-4-5	Plan de contrôle de qualité	69
2-2-4-6	Plan d'approvisionnement en matériels et matériaux de construction.....	69
2-2-4-7	Plan de la Composante Soft.....	70
2-2-4-8	Planning d'exécution.....	71

2-3	Aperçu des mesures à prendre par le pays bénéficiaire.....	74
2-4	Plan de gestion du Projet / Plan de maintenance et gestion.....	74
2-5	Coût approximatif du Projet	75
2-5-1	Coût approximatif des travaux faisant l'objet de la coopération.....	75
2-5-2	Coût de gestion et de maintenance	77
2-6	Points à considérer pour l'exécution des travaux faisant l'objet de la coopération.....	79
CHAPITRE 3 EXAMEN DE LA PERTINENCE DU PROJET.....		80
3-1	Impact du Projet	80
3-2	Problèmes et recommandations.....	80
3-2-1	Problèmes à aborder par le pays bénéficiaire et recommandations.....	80
3-2-2	Coopération technique et collaboration avec d'autres donateurs	80
3-3	Pertinence du Projet.....	81
3-4	Conclusion.....	81

« DOCUMENTS EN ANNEXE »

1. MEMBRES DES MISSIONS DE L'ETUDE
2. PROGRAMMES DE L'ETUDE
3. LISTE DES PERSONNES RENCONTREES
4. PROCES-VERBAUX DES DISCUSSIONS
5. PLAN DE LA COMPOSANTE SOFT
6. DOCUMENTATIONS ET INFORMATIONS DIVERSES
7. LISTE DE DOCUMENTS RECUEILLIS

Carte de la localisation de zones cibles



REPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE

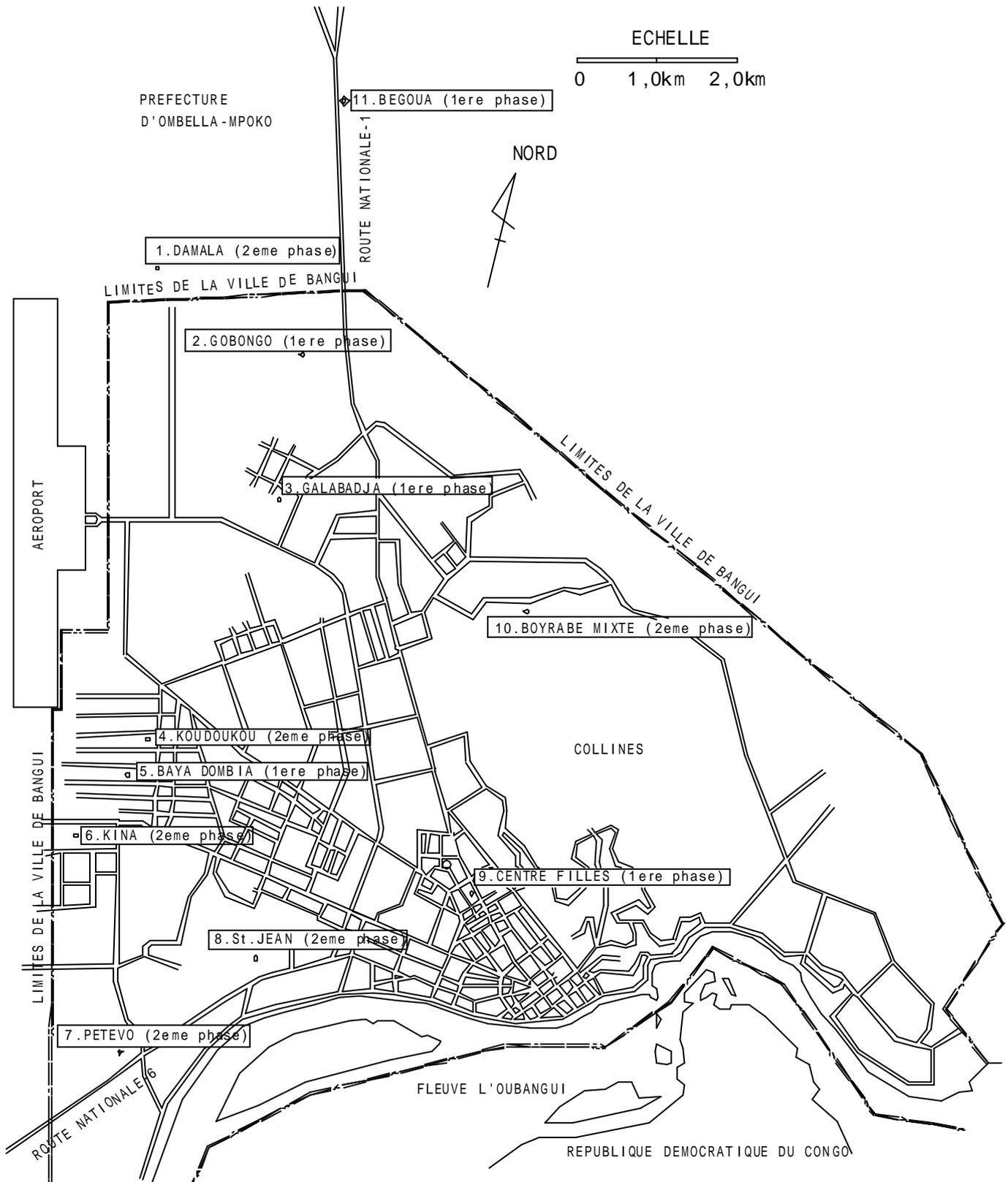
0 100 200km

Carte d'Afrique



-  CAPITALE
-  CHEFS-LIEUX DES PREFECTURES
-  FRONTIERES
-  LIMITES DES PREFECTURES
-  GRANDES ROUTES
-  COURS D'EAU
-  PREFECTURE DU PROJET
-  VILLE DU PROJET

Plan de disposition des écoles faisant l'objet du projet



Prospective



Bâtiment de type à étage avec 6 salles de classe

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

Tableau 1	Résumé du contenu de la requête.....	1
Tableau 2	Liste des écoles faisant l'objet de la requête.....	2
Tableau 3	Comparaison des composants faisant l'objet de requêtes	5
Tableau 4	Situation actuelle des installations d'électricité et installations d'eau et sites faisant l'objet du Projet.....	9
Tableau 5	Résumé des résultats de l'enquête menée auprès d'écoles existantes ayant l'installation d'électricité	9
Tableau 6	Nombre d'élèves et d'enseignants des écoles cibles	12
Tableau 7	Etat de vétusté de salles de classe existantes	13
Tableau 8	Besoin en infrastructure pour écoles cibles.....	14
Tableau 9	Ecoles cibles et nombre de salles de classe à construire.....	14
Tableau 10	Nombre de bloc sanitaire planifié	15
Tableau 11	Sites de la construction de clôtures extérieures et longueur de construction.....	15
Tableau 12	Mobilier et équipements faisant l'objet de la coopération.....	16
Tableau 13	Résumé des composants faisant l'objet de la coopération par site.....	17
Tableau 14	Liste des entrepreneurs des travaux AGETIP-CAR.....	21
Tableau 15	Nombre de chacune des infrastructures construites et aménagées par phase.....	22
Tableau 16	Types et nombre des infrastructures par école	27
Tableau 17	Examen de taux d'ouverture	30
Tableau 18	Comparaison des spécifications de clôture extérieure du présent Projet et celle construite avec le fonds de l'Union Européenne.....	32
Tableau 19	Principaux matériels et matériaux de construction.....	70
Tableau 20	Planning d'exécution du Projet.....	73
Tableau 21	Contenu et coût à la charge de la partie centrafricaine	76
Tableau 22	Frais annuels approximatifs pour les principaux travaux d'entretien et gestion.....	77
Figure 1	Schéma de la sélection des sites faisant l'objet de la coopération.....	7
Figure 2	Système de la supervision des travaux de construction et de la gestion d'approvisionnement des matériels et équipements	68

LISTE DES ACRONYMES

AFD	Agence Française de Développement
APE	Association des Parents d' Elèves
BAD	Banque Africaine de Développement
DCES	Direction des Constructions et des Equipements Scolaires
DCPES	Document Cadre de Politique Economique et Sociale
EIU	Economist Intelligence Unit
ENERCA	Energie Centrafricaine
ENI	Ecole Normale des Instituteurs
MENAESR	Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
MEPCI	Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale
ONG	Organisation non gouvernementale
PNDE	Plan National de Développement de l'Education
PNA-EPT	Plan National d' Action de l'Education Pour Tous
PASECA	Programme d'Appui au Secteur Educatif en Centrafrique
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PIB	Produit intérieur brut (gross domestic product (GDP))
RNB	Revenu national brut (gross national income (GNI))
SODECA	Société de Distribution d'Eau de Centrafrique
UE	Union Européenne
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance

CHAPITRE 1 ARRIERE-PLAN ET HISTORIQUE DU PROJET

CHAPITRE 1 ARRIERE-PLAN ET HISTORIQUE DU PROJET

1-1 Arrière-plan, historique et description sommaire de la requête de la coopération financière non remboursable

La République Centrafricaine a élaboré le «Projet de construction d'écoles primaires » ayant pour objectif l'aménagement de l'environnement d'étude pour les élèves dans la capitale, ville de Bangui ainsi que la préfecture d'Ombella-Mpoko avoisinant la capitale. La requête pour la coopération financière non remboursable a été remise en novembre 1997 au Gouvernement du Japon pour demander le fonds requis pour la construction des infrastructures et la fourniture des matériels nécessaires à l'exécution dudit projet. L'étude de ce projet a été réalisée dans le cadre de projets de l'année 2001 et l'Echange de Notes et d'autres documents y afférent ont été signés en mars 2002 après la décision prise par le conseil de cabinet au Japon et ensuite la soumission pour la sélection d'entrepreneur a été effectuée. Toutefois, le projet a été suspendu sous l'influence de troubles politiques. Aujourd'hui, le Centrafrique s'engage dans la réforme du système éducatif en ayant élaboré le «Programme de Politique Générale du Gouvernement » (août 2005) et le «Plan National d'Action de l'Education Pour Tous (PNA-EPT) (2004-2015) ». Cependant, le pays est dans l'impossibilité de mettre en œuvre les politiques nécessaires pour atteindre les objectifs de ces plans à cause de sa difficulté financière. Dans un tel contexte, le Gouvernement Centrafricain a demandé de nouveau la mise en œuvre du présent Projet (reprise) en avril 2006.

Le résumé du contenu de la requête ainsi que les sites faisant l'objet de la requête sont comme montrés dans les Tableaux 6 et 7.

Tableau 1 Résumé du contenu de la requête

	Requête initiale (novembre 1997)	Requête pour la reprise (avril 2006)
i) Infrastructures		
Ecole primaire dans la ville de Bangui	9 écoles Construction de 18 salles Réhabilitation de 78 salles	10 écoles Construction de 97 salles
Ecole primaire dans la préfecture d'Ombella-Mpoko	12 écoles Construction de 42 salles Réhabilitation de 12 salles	1 école Construction de 12 salles
Salles annexes	Salle pour enseignants, Bureau d'administration, Hall polyvalent	35 salles pour enseignants 35 magasins
Blocs de latrines séparés pour garçon et fille	-	20 blocs
Clôture extérieure	-	8 écoles, 3,8 km de long au total
Mobilier scolaire	Table-banc d'élèves et bureau et chaise pour enseignants, armoire, tableau noir, estrade	Table-banc d'élèves et bureau et chaise pour enseignants et directeurs d'école, armoire, tableau noir, estrade
ii) Matériels et équipements pédagogiques	Valise pédagogiques pour enseignement de base Jeux pour éducation Matériels de sports	Valise pédagogiques pour enseignement de base Matériels pour l'entretien et la gestion
iii) Composante Soft	-	Orientation pour le renforcement du système de la gestion, l'entretien et la maintenance des infrastructures

Tableau 2 Liste des écoles faisant l'objet de la requête

	Nom de l'école	Nombre des salles à construire
Bangui	Gobongo	12
	Galabadja	8
	Koudoukou	20
	Baya Dombia	14
	Kina	4
	St. Jean	9
	Petevo	6
	Centre Filles	6
	Boy-Rabe Mixte	6
Préfecture d'Ombella-Mpoko	Damala	12
	Begoua	12
Total		109

1-2 Conditions naturelles

Le Centrafrique est un pays sans débouché sur la mer situé au centre du continent africain ; sa superficie est de 623 000 km² et environ 1,7 fois supérieure à celle du Japon. C'est un pays multiethnique peuplé d'environ 4 millions d'habitants. Les principales ethnies sont les Banda, Sango, Gbaya, Zandé, Sara, Pygmée, etc. La langue officielle est le français et le sango. Du point de vue climatique, le pays est divisé en trois zones différentes ; une zone de climat sec de type sahel-soudanien dans le nord, une zone de climat de type savane au centre du pays et une zone de forêt tropicale humide dans le sud. La plupart de son territoire est sur le plateau de près de 500 m d'altitude dont la moitié du nord fait partie du bassin du Tchad et l'autre constitue le bassin du Congo au sud. De l'est à l'ouest s'étendent les zones montagneuses d'environ 1 000 m de hauteur.

La ville de Bangui, zone cible du Projet est située à l'extrémité de forêts tropicales du sud-ouest du pays et au bord de la rivière Oubangui qui sépare le pays de la République Démocratique du Congo (RDC). Pendant la saison des pluies de mai à novembre, il pleut intensément 1 à 2 heures presque tous les jours et la température monte jusqu'à environ 35 C° pendant la journée. Durant la saison sèche de décembre à avril, il n'y a presque aucune pluie aux mois de janvier et février. Toute la ville est couverte par la poussière par l'effet de harmattan en provenance du Sahara. La température dépasse 35 C° pendant la journée et demeure à près de 30 C° même la nuit.

1-3 Considération environnementale et sociale

Etant donné que les écoles cibles du Projet sont situées dans les quartiers existants, cela ne nécessite pas d'abattage des forêts ni de nouvelle exploitation. La consommation d'énergie requise pour la gestion et l'entretien est très faible. Nous supposons que ceci n'apportera presque aucun effet négatif sur l'environnement.

Les bois à utiliser comme les matériels de construction pour le présent Projet sont les produits majeurs fabriqués dans le pays en tant que matériels de construction. L'abattage des arbres est effectué systématiquement par la direction des forêts. De plus l'impact de l'utilisation des bois dans le cadre du présent Projet ne sera pas excessif par rapport au volume de bois disponible sur le marché intérieur du pays. De ce fait

l'utilisation des bois du pays est considérée plutôt souhaitable du point de vue du développement de l'industrie nationale. Par ailleurs, en ce qui concerne les briques adoptées comme les matériels pour la construction de clôture extérieure dans le cadre du présent Projet, les bûches des arbres morts sont uniquement utilisées pour la calcination des briques et elles sont strictement contrôlées par la direction des forêts. Ainsi il n'y a pas de danger que la fabrication des briques provoque la déforestation.